

Etats-Unis/Politique

# Trump face à une nouvelle accusation grave

AFP  
Washington/États-Unis

**Du coup, ses adversaires démocrates veulent enquêter.**

**DONALD** Trump faisait face hier à de nouvelles accusations, parmi les "plus graves" à son encontre selon l'opposition démocrate : le président aurait demandé à son ancien avocat de mentir au Congrès, dans un nouvel épisode du dossier russe qui empoisonne déjà sa présidence. Jeudi soir, le site d'information BuzzFeed a révélé, en s'appuyant sur deux sources policières fédérales anonymes, que Donald Trump aurait demandé à son ancien avocat Michael Cohen de mentir lors de son audition au Congrès en 2017 à propos de discussions sur un projet immobilier en Russie. L'accusation est grave. Selon BuzzFeed, il s'agit là "du premier exemple de Trump demandant à un

subordonné de mentir directement sur ses affaires avec la Russie".

Immédiatement, les démocrates ont réagi.

"Ces informations selon lesquelles le président des États-Unis aurait pu pousser au parjure devant une de nos commissions (...) est l'une des plus graves à ce jour. Nous ferons le nécessaire pour déterminer la vérité", a tweeté Adam Schiff, président démocrate de la commission du renseignement de la Chambre des représentants.

"Si cet article sur Trump qui pousse au faux témoignage est confirmé, alors Trump a commis un délit grave et doit démissionner ou être destitué", a estimé pour sa part le sénateur démocrate Jeff Merkley.

Michael Cohen, qui a pris l'habitude de confirmer ou infirmer sur Twitter les informations de presse le concernant, n'a toujours pas réagi.

Son avocat, Lanny Davis, a fait savoir dans un communiqué qu'il ne répondrait à aucune question sur ce sujet.

Donald Trump a, lui, laconi-



Photo : AFP

Par son témoignage attendu en février devant la Chambre des représentants contrôlée par les Démocrates, l'avocat Michael Cohen (à gauche) va-t-il contribuer à faire tomber son ancien client Donald Trump ?

quement répondu en tweetant hier matin que Michael Cohen "mentait pour réduire sa peine de prison".

M. Cohen, maintenant tombé en disgrâce aux yeux du président, dont il fut pourtant l'un des plus proches collaborateurs, a déjà reconnu avoir menti au Congrès à ce sujet.

La question est maintenant de savoir s'il l'a fait de son propre chef, ou non.

**REPONSE LE 7 FÉVRIER ?**

Le 7 février, M. Cohen doit de nouveau témoigner au Congrès, devant une commission de la Chambre des

représentants, désormais aux mains des démocrates. S'il confirmait, sous serment, les révélations de BuzzFeed, ces accusations seraient explosives et ouvrirait la porte à une possible procédure de destitution.

Cet "impeachment" devrait être confirmé par un vote du Sénat, qui détient une majorité républicaine, le parti de M. Trump.

Les enquêtes sur les ingérences russes dans l'élection présidentielle de 2016, dont celle du procureur spécial Robert Mueller,

cherchent notamment à déterminer les liens d'affaires qui ont pu exister entre Donald Trump et la Russie et leur influence sur la campagne.

En décembre M. Cohen, ancien avocat et homme de confiance du milliardaire républicain, a déjà été condamné à 3 ans de prison. La justice a estimé que celui qui fit partie pendant 10 ans du cercle rapproché du magnat de l'immobilier, avant de se retourner contre lui, avait violé la loi sur le financement des campagnes électorales et qu'il avait agi "sous la direction" de Donald Trump.

Des accusations balayées d'un revers de main par le président, qui assure n'avoir jamais demandé à son ancien avocat d'enfreindre la loi.

Depuis, M. Cohen assure qu'il collabore avec les enquêteurs et a notamment affirmé "en avoir fini avec les mensonges" ainsi qu'avec sa "loyauté aveugle" pour un homme qu'il admirait, mais qui est selon lui très "différent" depuis qu'il gouverne depuis le Bureau ovale.

## Côte d'Ivoire/Rebondissement à la CPI

# Gbagbo en détention jusqu'à une nouvelle audience en février

AFP  
La Haye/Pays-Bas

**L'ANCIEN** président ivoirien Laurent Gbagbo, acquitté mardi d'accusations de crimes contre l'humanité, restera en détention jusqu'à une nouvelle audience le 1er février, a annoncé hier la chambre d'appel de la Cour pénale internationale (CPI).

"La détention de M. Laurent Gbagbo et de M. Charles Blé Goudé (ex-chef du mouvement des Jeunes patriotes) sera maintenue en attendant l'examen de l'appel" du procureur sur leur mise en liberté, ont décidé les

juges à la majorité.

La chambre d'appel "a programmé une audience, le 1er février 2019, pour entendre d'autres arguments sur cet appel", a précisé la Cour basée à La Haye dans un communiqué.

En première instance, les juges avaient ordonné la mise en liberté immédiate des deux hommes suite à leur acquittement retentissant mardi. Elle a cependant été suspendue mercredi soir suite à un appel de l'accusation.

Les procureurs craignent que MM. Gbagbo et Blé Goudé ne comparaissent pas devant la Cour si leur présence est requise dans le futur.

Dans un document public,



Photo : AFP

L'ancien président Laurent Gbagbo va devoir prendre son mal en patience. Malgré son acquittement, il demeurera en détention à la CPI jusqu'en février au moins.

l'accusation a déjà déterminé "son intention de faire appel" sur la décision d'acquiescement de Laurent

Gbagbo et de Charles Blé Goudé. Cette démarche distincte pourrait prendre des mois.

En détention depuis plus de sept ans, Laurent Gbagbo était jugé pour des crimes commis pendant la crise de 2010-2011, née de son refus de céder le pouvoir à son rival, l'actuel président ivoirien Alassane Ouattara.

Il avait finalement été arrêté en avril 2011 par les forces du président Ouattara, soutenues par l'Onu et la France. Il est le premier ancien chef d'État à avoir été remis à la CPI.

L'annonce de son acquittement avait provoqué des scènes de liesse chez ses partisans en Côte d'Ivoire mais aussi un appel des autorités à "garder de la compassion pour les victimes".

## Cameroun/Conflit

# Biya veut mettre fin aux prises d'otages dans l'Adamaoua

AFP  
Yaoundé/Cameroun

**LE** président camerounais Paul Biya, inquiet de la recrudescence de prises d'otages d'éleveurs dans la région de l'Adamaoua (nord), a déclaré hier avoir donné des "instructions fermes" à son armée pour y mettre un terme, selon la TV d'Etat.

"Nos populations, et tout particulièrement les éleveurs (de la région de l'Adamaoua), sont victimes de groupes criminels spéciali-

sés dans les enlèvements avec demande de rançons", a affirmé M. Biya lors d'une cérémonie dédiée aux nouveaux officiers de l'armée camerounaise arrivés en fin de formation, retransmise sur les médias d'Etat. "J'ai donné des instructions fermes à nos forces de défense et de sécurité pour mettre un terme à ces agissements répréhensibles", a-t-il assuré, sans plus de précision.

Ce discours a été prononcé alors que les populations de la région de l'Adamaoua affichent de plus en plus leur agacement face à la recrudescence des prises

d'otages ciblant principalement les éleveurs.

En trois ans, 311 cas d'enlèvements ont été enregistrés dans cette région, entre 2015 et 2018, selon le rapport d'une association de Mbororo (peuple d'éleveurs nomades) du Cameroun.

Cité par des journaux locaux, ce rapport indique que durant la même période, 70 otages ont été exécutés par leurs ravisseurs alors que plus de 2 milliards de francs CFA de rançons ont été payés pour la libération des victimes de kidnapping.

L'intervention de l'armée

n'a permis de libérer que 29 otages pendant cette période, la plupart des libérations étant consécutives au paiement d'une rançon.

Dans cette région frontalière de la Centrafrique en conflit, de nombreuses bandes armées opèrent depuis des années, kidnappant des éleveurs ou des membres de leurs familles pour ensuite exiger des rançons.

Face à la recrudescence de ce phénomène, beaucoup de villages se sont vidés de leurs habitants ces dernières semaines, selon des sources locales.

Des voix s'élèvent de plus en plus dans la population de cette région, plus grand bastion de production de la viande de bœuf au Cameroun, pour dénoncer la faible détermination de Yaoundé à combattre les prises d'otages.

**Le dénonciations de l'Onu.** L'Onu a déploré hier que le Cameroun ait renvoyé de "force" cette semaine au Nigeria plusieurs milliers de réfugiés, alors même que quelque 9 000 Nigériens ont fui plus tôt cette semaine vers le Cameroun après une attaque de Boko Haram.

## A travers le monde

**Colombie/Attentat. Le gouvernement accuse l'ELN**

Le gouvernement colombien a attribué hier à la guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN) l'attentat meurtrier qui a visé la veille l'école de la police nationale à Bogota, faisant au moins 21 morts, dont l'auteur de l'attaque, et 68 blessés.

**Espagne/Politique. Podemos au bord de la scission**

Cinq ans après son irruption qui a bouleversé l'échiquier politique en Espagne, le parti de gauche radicale Podemos est au bord de la scission, une crise qui pourrait affecter ses alliés socialistes qui gouvernent le pays.

**France/Enquête. Benalla présenté à un juge pour inculpation**

Alexandre Benalla, ancien collaborateur du président français Emmanuel Macron poursuivi pour violences, devait être présenté hier à un juge d'instruction en vue d'une nouvelle inculpation, cette fois pour l'utilisation de passeports diplomatiques après son licenciement, a-t-on appris de source judiciaire.

**Pakistan/Justice. Un "juge poète" prend la tête de la Cour suprême**

Un "juge poète" a prêté serment hier à la tête de la Cour suprême, la plus haute institution judiciaire du pays, dont les décisions parfois controversées, de la destitution d'un Premier ministre à l'acquittement d'Asia Bibi, ont agité le pays ces dernières années.

**Suède/Politique. Le Premier ministre social-démocrate reconduit**



Photo : AFP

La Suède a mis fin hier à quatre mois de psychodrame politique avec la reconduction du Premier ministre social-démocrate Stefan Löfven, parvenu à neutraliser l'extrême droite et à sauver l'un des quelques gouvernements de centre gauche au pouvoir en Europe.

**Vietnam/Diplomatie. Hanoi disposée à accueillir le deuxième sommet Trump-Kim**

Le Vietnam est disposé à accueillir un éventuel second sommet entre le président américain Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un sur la dénucléarisation de la péninsule, a fait savoir hier le Premier ministre vietnamien, Nguyen Xuan Phuc.